

# Coup d'envoi du chantier de France Services

- Actus - Année 2020 - Janvier -



Publication date: lundi 27 janvier 2020

---

Copyright © Ville De Port Saint Louis du Rhône - Tous droits réservés

---

Le coup d'envoi du chantier de l'espace France Services (anciennement MSAP, Maison de services au public) est bel et bien lancé !

Ce jeudi 23 janvier 2020, les premiers coups de pelleuse ont été donnés pour détruire dans un premier temps un endroit où de nombreux Port Saint Louisiens avaient leurs habitudes : le bar Vauban.

Sur le trottoir, à hauteur du 37 avenue du port, plusieurs badauds... tous venus dire au revoir à l'ancien café tenu par Marie-Thérèse, figure locale. " *On en a bu des citernes là !* " dit l'un d'entre eux. Un autre : " *On en a passé du temps à jouer aux cartes avec les pieds noirs !* " on encore " *Que de bringues ici quand j'y pense !* " s'exclame l'un des curieux face à la pelle de démolition qui détruit peu à peu le bâtiment. Le bar Vauban aura laissé de bons souvenirs mais il faut tourner certaines pages pour un renouveau.

L'endroit, devenu vétuste et insalubre, était fermé depuis le début des années 2010. L'idée était de redonner au bar une seconde vie. Mais un sondage des sols a mis en évidence l'inexistence de fondation. Impossible donc de conserver l'immeuble. La décision de le démolir a été prise. À la place, d'ici le quatrième trimestre de cette année, un équipement flambant neuf verra le jour ainsi que la réhabilitation de l'ancien espace du citoyen qui sera attendant à la nouvelle structure. C'est d'ailleurs par ici que l'entrée à France Services se fera.

Le nouvel ensemble sera totalement accessible aux personnes à mobilité réduite. Grâce à une rampe à l'extérieur et à un élévateur à l'intérieur. L'équipement comptera 6 bureaux, 2 espaces d'information ainsi qu'une salle de réunion. Surface totale : 209 m<sup>2</sup>.

Situé à l'intersection de la rue Lafayette et de l'avenue du Port, la municipalité a donc entrepris de faire bâtir ce nouvel ensemble, poursuivant ainsi sa démarche d'amélioration de la qualité des services publics.

Le projet a par ailleurs bénéficié d'une aide substantielle de l'État à hauteur de 300 000 euros.